



Migration, transferts et développement sensible au genre

Migration, Remittances and Gender-Responsive Local Development

Migración, remesas y desarrollo local sensible al género

Le cas du Sénégal

The case of Senegal

El caso de Senegal

Migration, transferts et développement local sensible au genre

Résumé exécutif

Le cas
du **Sénégal**

UN-INSTRAW et PNUD

2010

L'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW) encourage la recherche appliquée sur le genre et l'autonomisation des femmes, facilite la gestion des connaissances, et travaille pour le renforcement des capacités via l'établissement de réseaux de contacts et d'alliances avec les agences de l'ONU, les gouvernements, le monde académique et la société civile.

Le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) est le réseau mondial de développement des Nations Unies. Il prône le changement et connecte les pays aux connaissances, expériences et ressources nécessaires pour améliorer la vie de leurs citoyens. Nous sommes présents sur le terrain dans 166 pays, aidant les gouvernements et les populations à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux du développement. Pour renforcer leurs capacités, ces pays peuvent s'appuyer sur le personnel du PNUD ainsi que les partenaires de l'organisation.

Migration, transferts et développement local sensible au genre: Le cas du Sénégal

Chercheuse principale: Fatou Sarr

Équipe de recherche: Papa Demba Fall, Oumoul Kaïry Coulibaly-Tandian, Aminata Sow, Alpha Wade

Rapport édité par: Elisabeth Robert et Célia Depommier (UN-INSTRAW)

Graphisme: Sughey Abreu (UN-INSTRAW)

Maquettation: Juan Rodríguez Familia

Copyright ©2010, UN-INSTRAW et PNUD

Tous droits réservés

UN-INSTRAW
César Nicolás Pensón 102-A
Saint Domingue,
République Dominicaine
Tel: 1-809-685-2111
Fax: 1-809-685-2117
Courrier électronique: info@un-instraw.org
Page Web: www.un-instraw.org

UNDP
One United Nations Plaza
New York, NY 10017 USA
Tel: 212-906-5000
Fax: 212-906-5364
Courrier électronique: publications.
queries@undp.org
Page Web: www.undp.org

PNUD Sénégal
Immeuble Fayçal, 19 Rue Parchappe
154 Dakar
Sénégal
Téléphone : + 221 33 839 90 50
Télécopie : + 221 33 823 55 00
Courrier électronique: ngone.sow@
undp.org /
yerim.fall@undp.org
Page web: www.undp.org.sn

Les termes utilisés dans la présentation du matériel de cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétaire général des Nations Unies, de ses pays membres, de l'UN-INSTRAW ou du PNUD, ni au sujet des conditions légales d'un quelconque pays, territoire, ville ou région, ni à propos de leurs autorités, et encore moins concernant la délimitation de leurs frontières ou limites.

Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion des Nations Unies, de ses pays membres, de l'UN-INSTRAW ou du PNUD.

Préface

La féminisation de la migration est un phénomène marquant qui ne correspond pas seulement à une croissance numérique modérée des femmes qui migrent, mais aussi à de nouvelles façons pour elles de participer au processus migratoire. Dans le passé, la plupart des femmes migraient en tant que dépendantes de leur mari ou de leur famille, alors qu'actuellement un plus grand nombre de femmes migrent de façon autonome pour travailler et vivre à l'étranger, comme principales sources de revenus. Se centrer sur la féminisation de la migration permet de comprendre les changements qu'elle implique, et de les prendre en compte dans les interventions et dans les études de cas traitant de l'équité de genre.

Un autre aspect de la migration qui gagne l'attention internationale est celui des transferts d'argent. L'argent envoyé par les migrant(e)s depuis les pays de destination à leur famille et à leur communauté dans le pays d'origine représente une motivation importante pour travailler à l'étranger. Bien que les migrant(e)s, individuellement, envoient des sommes d'argent relativement petites, l'accumulation de tous les transferts réalisés par des milliers de personnes habitant et travaillant hors de leur pays de naissance constitue des flux financiers considérables. L'impact des transferts sur les économies nationales et sur le monde financier global a réveillé l'intérêt des gouvernements et des organisations internationales qui voient dans les transferts un potentiel pour le développement. Cependant, ce potentiel, pour supporter et augmenter le développement humain et le développement local mérite d'être mieux compris. Une approche genrée de ce phénomène permet d'avoir un regard critique qui souligne les différentes expériences des migrant(e)s en fonction du genre, ainsi que les contributions actuelles et potentielles des femmes pour les dialogues politiques, la planification des politiques publiques et leur mise en œuvre pour un développement durable.

Les transferts sont un aspect important du travail du Programme des Nations Unies pour le Développement, pour le développement humain et la réduction de la pauvreté, et pour assister les gouvernements à trouver de nouvelles voies afin de renforcer le potentiel de développement des transferts et d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire. En fait, les transferts d'argent sont l'unique moyen de survie de milliers de foyers pauvres dans le monde car ils leur permettent non seulement de combler leurs besoins de base qui seraient sinon inaccessibles, mais aussi un certain degré d'autonomisation économique. Dans ce sens, le rapport de développement humain 2009 du PNUD "Lever les barrières : Mobilité et développement humain" innove en appliquant une approche de développement humain à l'étude de la migration. Bien qu'elle ne puisse pas être un substitut aux efforts de développement, la migration peut être une stratégie vitale pour les foyers et les familles qui cherchent à diversifier et améliorer leurs moyens de vie.

Depuis 2004, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW) cherche à comprendre les dimensions de genre de la migration, des transferts et de leur potentiel de développement. Sous cette ligne de travail, l'Institut utilise la perspective de genre pour analyser comment des facteurs comme les inégalités de genre dans l'accès au travail rémunéré, et la division du travail, déterminent la relation entre la migration et le développement, les transferts d'argent servant d'élément clé pour comprendre et faciliter des solutions soutenables.

Cette série d'études, « Migration, transferts et développement local sensible au genre », se concentre sur l'envoi, le transfert, la réception et l'utilisation de l'argent des migrants, et montre que le genre influence et modèle de fait le mouvement et les expériences des migrant(e)s et de leurs communautés dans le pays de destination et d'origine. La cartographie des acteurs clé, l'analyse du modèle migratoire dans l'histoire et actuellement, et des pratiques liées aux transferts d'argent dans chaque pays, constituent une base solide qui permet de comprendre les transferts collectifs et individuels. Ce projet apporte une nouvelle contribution aux études qui construisent des ponts entre la migration et le développement, grâce à l'approche genrée et de développement humain.

Avec cette publication, l'UN-INSTRAW et le PNUD présentent une recherche appliquée qui promeut les politiques publiques et les pratiques sensibles au genre, liées à la migration et au développement. Les recommandations générées par cette recherche doivent servir de guide pour des dialogues politiques au niveau national auxquels participent les organisations de migrant(e)s, les agences gouvernementales, les intermédiaires financiers et les ONGs. De tels dialogues sont des plateformes importantes où les résultats des recherches peuvent être traduits en plans d'action qui valorisent le co-développement. Une véritable inclusion de l'analyse de genre dans la formulation de stratégies de migration et de développement effectives et durables contribuera aussi à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODD).

L'UN-INSTRAW et le PNUD présentent cette série globale sur le genre, les transferts et le développement dans le but de contribuer à l'élaboration de meilleures politiques publiques et à de meilleures pratiques qui intègrent les besoins et les contributions des femmes migrantes, de leur foyer et de leur communauté dans les agendas de développement, pour assurer un développement local sensible au genre et des moyens de vie durables.

Amaia Pérez
UN-INSTRAW
Officier en Affaires Sociales/ Officier en Charge

Winnie Byanyima
Équipe Genre du PNUD
Directrice de l'équipe genre

Résumé exécutif

Le lien complexe entre la globalisation et le développement a converti la migration contemporaine en un domaine de recherche prolifique. On estime que la population migrante au niveau global surpasse les 200 millions de personnes, hommes et femmes, qui ont laissé leur pays d'origine pour travailler à l'étranger. Simultanément, il existe une très forte mobilité interne, principalement des zones rurales vers les zones urbaines. En termes démographiques, les flux migratoires vers certains pays ont connu des changements substantiels, concernant le nombre total de personnes migrantes mais aussi leur composition par sexe. Les études sur la féminisation des migrations ont révélé le rôle significatif et l'impact des femmes, en tant qu'agents, dans les processus migratoires. Malgré la croissance rapide du volume et de la diversité des connaissances sur le lien entre migration et développement, la recherche et les débats sur la dimension du genre dans ces domaines, y compris le rôle particulier des femmes dans les flux migratoires, sont encore rares.

En 2007, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW) ont initié le projet « Genre et transferts d'argent : Construction d'un développement local sensible au genre ». Ce projet a pour but de promouvoir le développement local sensible au genre, en identifiant et en encourageant des options d'usage des transferts qui permettent la création de moyens de subsistance durables et la construction de capital

social dans les communautés pauvres, rurales ou semi-urbaines. Le projet a été mis en œuvre dans six pays : Albanie, République Dominicaine, Lesotho, Maroc, Philippines et Sénégal.

L'objectif stratégique du projet est de réaliser des recherches appliquées qui servent à :

1. Augmenter l'accès aux ressources productives des foyers récepteurs de transferts d'argent, dont la personne de référence est une femme, et renforcer les capacités de cette dernière ;
2. Promouvoir la divulgation d'information auprès des gouvernements locaux et nationaux pour l'identification et la formulation de politiques qui permettent d'optimiser l'usage des transferts ;
3. Contribuer au renforcement des capacités des acteurs clé concernant l'intégration du genre dans les initiatives sur les transferts, les moyens de subsistance durables, et la formation de capital social.

Cette étude cherche à contrecarrer le manque de connaissance sur la dimension de genre dans le domaine de la migration et des transferts, en proposant une analyse qui connecte la migration et le développement. Nous portons une attention toute particulière à l'impact des transferts – monétaires, sociaux et en espèce – dans la dimension de genre des processus de développement des pays d'origine et dans les foyers transnationaux disséminés entre les pays d'origine et de destination. Cette recherche examine ces dynamiques dans le contexte du

2. En plus de la croissance nette de la proportion de femmes dans les flux migratoires, en particulier vers les pays les plus développés du Nord, le terme de féminisation se réfère à un changement qualitatif dans la composition de ces flux, qui concerne la croissance soutenue de la proportion des femmes qui émigrent de façon indépendante à la recherche d'emploi, et non comme « dépendantes de la famille », c'est-à-dire avec leurs époux ou par regroupement familial. Dit autrement, dans les vingt dernières années, un nombre important de femmes – qui émigrent maintenant de façon indépendante, en assumant un rôle de soutien économique – ont rejoint les flux migratoires qui étaient avant dominés par les hommes" (Perez et al 2008).

Sénégal comme pays d'origine, et de la France comme pays de destination de la migration.

L'étude repose sur une revue documentaire, une cartographie des acteurs impliqués dans le processus migratoire, des enquêtes de terrain au Sénégal et en France, avec des approches quantitatives et qualitatives. La zone d'enquête retenue au Sénégal est à cheval sur deux régions administratives qui ne formaient jadis qu'une seule et même entité territoriale: Saint-Louis et Matam. Les zones étudiées en France appartiennent à l'Ile-de-France : Mantes-la-Jolie, Etampes et Montreuil. La collecte des données a débuté au Sénégal et s'est poursuivie en France de mai à août 2008. Pour les données quantitatives, un questionnaire a été administré dans dix villages de la Moyenne vallée du fleuve Sénégal à 401 membres de ménages comptant au moins un migrant installé en France et qui recevait des transferts de fonds. L'échantillon comprenait 256 femmes et 145 hommes. L'enquête qualitative constituée d'interviews, de récits de vie et de groupes de discussion s'est déroulée au Sénégal du 20 au 25 juillet 2008 et en France, du 8 au 18 août 2008.

La migration dans la vallée du fleuve a débuté avec les guerres mondiales, en appui à la France, mais les grandes vagues migratoires datent des années 70 du fait des longues années de sécheresse et de l'appauvrissement du monde rural. Cette tendance s'est poursuivie dans les années 80 à cause des politiques d'ajustement structurel qui se sont

caractérisées par la crise de l'emploi et enfin dans les années 2000, avec la libéralisation économique. Il s'agit d'une migration surtout masculine. En effet, jusqu'à une date récente, la société sénégalaise, et notamment la culture haalpular, ne favorisait guère la mobilité des femmes non accompagnées, surtout lorsque cette migration s'effectuait sur de longues distances. Les migrants internationaux de la vallée sont généralement peu ou pas du tout instruits, puisque 84,8% des femmes et 77,20% des hommes n'ont aucune éducation scolaire. Il s'agit surtout d'une migration de travail, car les premiers migrants étaient des ouvriers salariés, notamment de l'industrie automobile. Encore aujourd'hui, les migrants originaires de la vallée du Sénégal sont essentiellement formés d'ouvriers, même s'ils créent de plus en plus leurs propres entreprises. Certaines femmes travaillent dans la restauration, la coiffure ou la vente de bijoux.

La migration a entraîné d'importants changements tant dans le pays de départ que dans le pays d'accueil, que ce soit dans l'amélioration des conditions de vie ou dans les rapports sociaux.

Dans les zones de départ, elle a sans aucun doute contribué à l'amélioration des conditions de vie. L'étude révèle que c'est à la faveur de la migration que ces zones ont été relativement bien équipées en services de base : 90% des familles ont le téléphone, 96% ont accès à l'eau potable et 85,8% ont accès à l'électricité. Toutefois, il manque des infrastructures pour alléger le travail des femmes qui ont la charge des enfants et des malades.

Sur le plan social, les rapports entre hommes et femmes ont également été bouleversés par la migration. Les lois sociales dans le pays d'accueil, notamment celle relative à la polygamie, ont eu des impacts différents sur les hommes et les femmes. La migration n'a pas fondamentalement changé la conception du mariage chez les hommes et l'interdiction de la polygamie en France ne les empêche pas de prendre une seconde ou une troisième épouse au pays. En ce qui concerne les épouses sur le sol français, la mobilité a permis



Au Fouta, les femmes à la recherche d'activités génératrices de revenus commercialisent du bois de chauffe ou des légumes qu'elles ont cultivés.

de renégocier les rapports sociaux de sexe, ne serait-ce qu'au niveau de leur foyer. Grâce aux opportunités offertes par le pays d'accueil en matière de droits, certaines ont gagné en autonomie et ont réussi à bousculer les hiérarchies statutaires entre hommes et femmes. Elles sont parvenues à remplacer l'ordre social établi par un ordre social renégocié. Quant aux femmes restées au village, le fait migratoire a amélioré certes leurs conditions de vie grâce aux transferts ou leur a conféré un statut parfois enviable - au regard de celles qui n'ont pas de mari « fortuné » -, mais la migration a très peu agi sur les rapports de genre.

Enfin, les rapports des parents avec leurs enfants, et des enfants entre eux ont pris de nouvelles formes. Le droit à la vie familiale, ou regroupement familial, a bouleversé le mode de vie des migrants qui ont quitté les foyers pour trouver des logements dans les cités ouvrières. Ils ont été confrontés à des problèmes d'éducation pour leurs enfants qui ont eu du mal à trouver leurs repères entre deux cultures, avec comme conséquence beaucoup d'échecs scolaires qui touchent surtout les garçons. Les filles ont moins de mal à trouver un emploi même s'il s'agit d'un travail relativement peu qualifié, notamment dans le domaine de la santé et des services. Il faut aussi noter que quelques migrant(e)s ont réussi à encadrer convenablement leurs enfants qui ont pu terminer leurs études supérieures et s'insérer dans la vie active. Les enfants devenus français n'envisagent pas de retourner dans un pays où ils ont peu d'attache. Toutefois, les retours périodiques ont conduit quelques jeunes à nouer des relations affectives avec leur pays d'origine et/ou à choisir d'y investir ne serait-ce que de manière symbolique. Ces enfants de la seconde génération constituent, à la faveur du mariage, un moteur de renouvellement de la migration. Les filles préfèrent épouser des jeunes qui vivent au Sénégal tout comme les garçons vont chercher l'âme sœur dans le pays d'origine.

Au Sénégal, les transferts financiers qui empruntent les canaux officiels sont évalués à plus de 500 milliards de francs CFA en 2007. Ils représentent 15 à 65% du revenu de la personne migrante et 30 à 80 % du budget des familles sénégalaises qui reçoivent des transferts. Il est certes difficile d'avoir une idée exacte des flux monétaires liés à la

migration, mais la multiplication des guichets des opérateurs comme Western Union, Money Gram ou Money Express est devenue au fil des années un bon indicateur de l'accroissement du flux financier. Malgré tout, plusieurs études s'accordent pour dire que les estimations faites à partir du système bancaire international sous-évaluent considérablement l'ampleur de ces mouvements financiers, puisqu'une part importante des envois de fonds des émigré(e)s emprunte encore des circuits informels variés et ingénieux.

Dans les villages étudiés, les envois des migrant(e)s installé(e)s en France sont estimés en moyenne à environ 240 euros par mois pour les ménages dirigés au Sénégal par les femmes et à environ 210 euros pour les ménages dirigés par les hommes, mais une bonne partie des flux monétaires est destinée à la prise en charge des besoins de base de la famille d'origine : alimentation, cérémonies, santé, logement. L'analyse de la fréquence des mandats indique que les envois des migrant(e)s sont mensuels selon 82,8% des répondants. Ils sont reçus dans les premiers jours qui suivent la perception du salaire puisque les migrant(e)s sont essentiellement des travailleur(euse)s salarié(e)s qui perçoivent un traitement mensuel. Il ressort de nos enquêtes que le « fax privé » est le premier moyen de transferts. Il est utilisé par 31,2% des migrant(e)s. Les systèmes formels d'envoi de fonds comme Western Union ou Money Gram se classent en seconde position avec 25,4% des expéditeur(trices)s. Le système postal n'arrive qu'en troisième position avec 17,2% des expéditeur(euse)s de fonds devant les transferts effectués par le canal de membres de la famille qui se rendent au village (11.5% des opérations).

Les migrant(e)s, individuellement ou collectivement, ont beaucoup investi dans des projets sociaux comme la mosquée, la morgue, la caisse de rapatriement des morts, les structures de santé, le paiement du personnel médical, l'édification d'un bureau de poste, ou la construction de l'école. Les transferts de fonds ont également favorisé le développement d'activités économiques notamment dans l'agriculture et le maraîchage. Certaines réalisations ont été financées par les associations de migrants soutenues par des partenaires au développement. Les fonds issus des transferts ne suffisent pas à satisfaire les besoins familiaux et les ménages sont

contraints de trouver d'autres ressources pour couvrir l'ensemble des besoins domestiques. Cette pratique concerne 69% des hommes qui gèrent les fonds reçus et 34,8% des femmes qui sont d'ailleurs plus dépendantes des transferts. Ainsi, le rôle de la personne ayant migré dans la prise en charge des besoins familiaux autres que les dépenses de consommation courante est négligeable. Seules 12,5% des personnes enquêtées ont indiqué que leurs ménages bénéficient de transferts de fonds destinés au financement des projets individuels et ceci, autant pour les femmes que pour les hommes.

La vallée du fleuve regorge de potentialités énormes, notamment dans l'agriculture, l'élevage, les services, la transformation des activités de prestation de services, la formation technique l'artisanat, le commerce, l'immobilier. Toutefois, les populations locales n'ont pas les moyens d'investir dans ces secteurs. La plupart des migrants choisissent de développer des projets hors du village et investissent à Dakar en particulier dans le secteur de l'immobilier. Les épouses de migrants s'activent dans de nombreux domaines. Leurs projets sont moins ambitieux que ceux des hommes, mais elles sont pragmatiques et réussissent dans la gestion des affaires. Elles font cependant face à des difficultés d'accès au crédit et à la terre.

La politique de migration définie par l'Etat sénégalais ambitionne de prendre en compte le phénomène dans ses composantes essentielles, mais peu de programmes initiés en relation avec la migration concernent le Fouta. Or, cette zone va être confrontée à un tarissement des flux financiers liés au non renouvellement des flux migratoires et à la crise monétaire. Cela peut avoir des conséquences sociales importantes dans une région où les activités économiques sont peu développées et où le besoin de renouvellement des infrastructures de base mis en place par les associations de migrants qui s'essoufflent progressivement se ressent de jour en jour. Il y a une nécessité de mettre en place des mécanismes alternatifs pour le développement économique de la région.

La recherche indique qu'il est important de s'appuyer notamment sur l'agriculture et l'élevage pour favoriser la création d'activités génératrices de revenus comme la production de lait, la

transformation des céréales, l'embouche bovine ou le maraîchage. Les prestations de services en informatique ou audiovisuel sont également des secteurs à fort potentiel. Enfin, il faut surtout favoriser la formation professionnelle dans le domaine du BTP - dont la vitalité n'est plus à démontrer - notamment aux métiers de maçon, d'électricien, de tôlier, etc.

Les besoins exprimés par les populations pourront être soutenus par des programmes de financement, car les transferts, malgré leur importance en volume, n'assurent que la survie des familles. Il s'agit dès lors de trouver de nouvelles modalités pour le financement des initiatives privées pour le développement local. Toutefois, bien qu'il soit très faible, le budget des familles peut constituer un point de départ en matière d'investissement, avec des ressources additionnelles : un système de crédit avec des taux d'intérêt raisonnables.

Les migrants retraités constituent un potentiel intéressant d'investisseurs. En raison de leurs pensions mensuelles pouvant atteindre 1000 euros et/ou de rentes immobilières importantes, ils peuvent être des acteurs clés des programmes d'entrepreneuriat susceptibles d'être développés dans la moyenne vallée. Quant aux femmes, elles disposent d'atouts considérables qui peuvent être une valeur ajoutée dans la mise en place d'activités lucratives. Elles ont une excellente capacité d'organisation et une expertise acquise à la faveur des nombreuses formations dispensées par les différents projets qui ont vu le jour dans la vallée. Les mouvements associatifs ont fait leurs preuves, notamment dans l'équipement des villages en infrastructures. Toutefois, passer de l'investissement de type social ou collectif à l'investissement privé suppose, entre autres dispositions, une grande capacité de persuasion et un accompagnement technique et organisationnel.

La mise en oeuvre d'une nouvelle approche pour un développement fondé sur les besoins exprimés et des capacités locales avérées passe par l'organisation d'un dialogue politique entre tous les protagonistes de la question, notamment entre les populations locales, les acteurs de la migration, les autorités locales, le secteur privé et les partenaires au développement.

Migration, Remittances and Gender-Responsive Local Development

Executive Summary

The case of
Senegal

UN-INSTRAW and UNDP

2010

The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW) promotes applied research on gender issues, facilitates knowledge management, and supports capacity-building through networking mechanisms and multi-stakeholder partnerships with UN agencies, governments, academia and civil society.

The United Nations Development Programme (UNDP) is the UN's global development network, an organization advocating for change and connecting countries to knowledge, experience and resources to help people build a better life. We are on the ground in 166 countries, working with them on their own solutions to global and national development challenges. As they develop local capacity, they draw on the people of UNDP and our wide range of partners.

Migration, remittances and gender-responsive local development: The case of Senegal

Lead researcher and report author: Fatou Sarr

Research team: Papa Demba Fall, Oumoul Kaïry Coulibaly-Tandian, Aminata Sow, Alpha Wade

Report edited by: Elisabeth Robert and Célia Depommier (UN-INSTRAW)

Translated from the French by: Anna Kiff

Design: Sughey Abreu (UN-INSTRAW)

Layout: Juan Rodríguez

Copyright ©2010, UN-INSTRAW and UNDP

All rights reserved

UN-INSTRAW
César Nicolás Pensón 102-A
Santo Domingo,
Dominican Republic
Tel: 1-809-685-2111
Fax: 1-809-685-2117
Courrier électronique: info@un-instraw.org
Web page: www.un-instraw.org

UNDP
One United Nations Plaza
New York, NY 10017 USA
Tel: 212-906-5000
Fax: 212-906-5364
Courrier électronique: publications.queries@undp.org
Web page: www.undp.org

UNDP Senegal
Immeuble Fayçal, 19 Rue Parchappe
154 Dakar, Senegal
Tel: +1 221-33-839-9050
Fax: 1+ 221-33-823-5500
Website: www.pnud.org.sn

The designations employed and the presentation of the material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations, UNDP or UN-INSTRAW concerning the legal status of any country, territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

The views expressed are those of the authors and do not necessarily reflect the views of the United Nations, UNDP or UN-INSTRAW.

Preface

The feminization of migration is a phenomenon that stresses not only the moderate increase in the numbers of women migrating, but also the ways in which women participate in migratory processes. In the past, most female migrants moved as dependants of husbands or families, whereas today a greater variety of women are leaving autonomously to work and live abroad as primary income earners. Growing interest in the study of the feminization of migration has created a knowledge base of experience and tools that lend themselves to the integration of gender equality into migration-related interventions.

Meanwhile, remittances – another significant feature of migration – are gaining international attention. The monies sent from migrants in destination countries to families and communities in countries of origin are an important motivator for working abroad. Although individual migrants generally send relatively small sums of money, the accrual of remittances amounts to considerable financial flows.

Recognizing remittances' impact on national economies and the global financial world, governments and international organizations have taken interest in their potential to affect development. However, this potential to support and enhance human and local development has yet to be fully understood. A gendered approach to studying this phenomenon highlights how gender affects migrants' experiences and how migrant women in particular can contribute to dialogues, policy planning and interventions for sustainable development.

The study of remittances is an important aspect of the United Nations Development Programme's work on human development and poverty reduction, as well as its work in assisting governments to seek novel ways to harness remittances' development potential in achieving the Millennium Development Goals. Remittances are the only means of survival for millions of poor households worldwide; remittances allow them to afford not only the basic necessities that are otherwise lacking or inaccessible, but also a degree of economic empowerment. Building on this topic, UNDP dedicated its 2009 Human Development Report, *Overcoming barriers: Human mobility and development*, to applying a human development approach to the study of migration. While not a substitute for broader development efforts, migration can be a vital strategy for households and families seeking to diversify and improve their livelihoods.

Since 2004, the United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW) has sought to understand the gender dimensions of migration, remittances and their potential for development. The Institute utilizes a gender perspective to analyze how factors such as gender inequalities in access to work and divisions of labour determine the relationship between migration and development. Within this framework, remittances serve as a key component to comprehending and facilitating sustainable solutions.

This series of studies, 'Migration, Remittances and Gender-Responsive Local Development', focuses on the sending, transfer, receipt and utilization of remittances, and affirms that gender influences and shapes the movement and experiences of migrants and their communities in both origin and destination

countries. The mapping of key actors and the discussion of historical and current migratory patterns and remittance practices in each country provided a useful background that allowed for an analysis of collective and social remittances. Utilizing a gender perspective and an emphasis on human development, this project adds another layer of necessary investigation that builds on the migration-development nexus.

With this publication, UN-INSTRAW and UNDP are committed to producing applied research that promotes the facilitation of gender-responsive policies and practices related to migration and development. The recommendations generated from the research serve as key guides for national level policy dialogues attended by key stakeholders, including migrant organizations, government agencies, financial intermediaries and NGOs. These dialogues are important platforms where research results can be translated into action plans that highlight co-development. Over time, the inclusion of gender analysis into the formulation of effective and sustainable migration and development strategies will contribute to the achievement of the Millennium Development Goals.

UN-INSTRAW and UNDP present this global series on gender, remittances and development in order to facilitate the development of policies and practices that incorporate the needs and contributions of migrant women, their households and communities into development agendas, thus bringing about gender responsive local development and sustainable livelihoods and futures.

Amaia Pérez

Social Affairs Officer / Officer-in-Charge
UN-INSTRAW

Winnie Byanyima

Gender Team Director
UNDP Gender Team

Executive Summary

The complex links between globalization and development have made contemporary migration a key area of investigation. It is estimated that over 200 million women and men have left their countries of origin to live and work abroad. Occurring simultaneously are equally intensive internal movements, primarily from rural to urban areas. Demographically, many country-specific flows have changed, both in terms of numbers and composition by sex. Studies on the feminization of migration¹ have revealed women's significant role and impact as actors in the migration process. Despite the rapid increase in the volume and diversity of knowledge on the migration-development nexus, research and debate on the gender dimensions of this issue, including the role of women within migratory flows, continues to be scarce.

In 2007, the United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW) began a joint project entitled "Gender and Remittances: Building Gender-Responsive Local Development." The project has sought to enhance gender-responsive local development by identifying and promoting options for utilizing remittances for sustainable livelihoods and for building social capital in poor rural and semi-urban communities. The research phase of the project has been implemented in six countries: Albania, the Dominican Republic, Lesotho, Morocco, the Philippines and Senegal.

The strategic aim of the project is to generate action-oriented research that will be used to:

1. Increase awareness and improve access of women-headed, remittance-recipient households to productive resources, while augmenting their assets and strengthening their capacities;
2. Provide relevant information to local and national governments to identify and formulate policies that will optimize remittance utilization for sustainable livelihoods and for building social capital; and
3. Contribute to enhancing key stakeholders' capacities to integrate gender into policies, programmes, projects, and other initiatives linking remittances with sustainable livelihoods and building social capital.

The six case studies aim to narrow the knowledge gap on the gender dimensions of migration and remittances through an interlinked analysis of migration and development. Particular attention is paid to the impact of remittances (financial, in-kind and social) on gendered development processes in countries of origin and amongst transnational households spanning the origin and destination countries.

This case study research examines the gender dimensions of migration and remittances in the context of Senegal and the destination country of France. This study is based on a literature review, a mapping of actors involved in the migration process, and field surveys conducted in Senegal

1. "In addition to the net increase in the proportion of women among migratory flows, primarily to highly-developed countries in the North — the term feminization denotes an important qualitative change in the composition of these flows, that is the sustained increase in the proportion of women migrating independently in search of employment, instead of as 'family dependents' that travel with their spouses or reunite with them abroad. In other words, over the last two decades, a significant amount of women — who now migrate independently, assuming the role of economic provider — have joined the migratory flows that were previously dominated by men" (Perez et al 2008:36).



In Fouta, women seeking income-generating activities sell fuelwood or vegetables they have grown.

and France from both a quantitative and a qualitative perspective. The selected survey area in Senegal straddles two administrative districts that once formed the single territorial unit of Saint-Louis and Matam. The areas studied in France belong to Ile-de-France and include Mantes-la-Jolie, Étampes and Montreuil. Data collection in both France and Senegal took place from May to August 2008. Quantitative data was collected through a questionnaire that was administered in ten villages of the River Valley to 401 members of households that have at least one migrant in France and that receive remittances. The sample included 256 women and 145 men. The qualitative data collection — which consisted of interviews, life stories and focus groups — was conducted in Senegal from 20 to 25 July 2008 and in France from 8 to 18 August 2008.

Migration from the River Valley first began with the onset of the World Wars: the Senegalese migrated in support of France's war effort. Migration first occurred on a large scale in the 1970s as a result of drought and poverty in rural areas. This trend continued in the 1980s due to structural adjustment policies that left many unemployed; unemployment due to economic liberalization still affects the country today. Migration was and is predominantly male. Until recently, Senegalese society, notably the Haalpular culture, was an impediment to the movement of unaccompanied women, particularly to distant destinations. International migrants from the valley generally

have little or no education: 85 percent of female migrants and 77 percent of male migrants interviewed had no schooling. Migration is primarily labour-oriented; the first migrant workers were salaried employees, mainly in the automotive industry. Although migrants from the River Valley are increasingly creating their own businesses, they are still primarily employed as salaried workers. Some women work in catering, hairdressing or selling jewellery.

Migration has led to significant changes both in the country of origin and destination, improving living conditions and social relations. The study reveals

that as a result of migration, households are relatively well-equipped with basic services: 90 percent have telephones, 96 percent have access to drinking water, and 86 percent have access to electricity. However, communities often lack the infrastructure to reduce women's workload in terms of domestic responsibilities (e.g., taking care of children and the sick).

At the social level, relations between men and women have also been changed as a result of migration, primarily in France. Social laws in the destination country, including those relating to polygamy, have had different impacts on men and women. Migration has not fundamentally changed the concept of marriage for men and the prohibition of polygamy in France does not prevent them from taking a second or third wife in Senegal. However, the study found that migration has helped Senegalese women in France renegotiate gender relations, if only within households. Because the destination country offers a different option with respect to rights, some women have claimed independence and have been able to challenge existing social hierarchies between men and women and renegotiate the social order. In the country of origin, migration has improved their living conditions, either through remittances or through being married to a (relatively) wealthy man, a new and sometimes enviable effect of migration. However, migration has resulted in little change in terms of gender relations in Senegal.

Finally, relationships among children and between parents and children have changed. The right to family reunification disrupted the lifestyle of migrants who were living alone in worker compounds. When reunited with their children, it was challenging for parents to figure out how to enrol them in a new educational system. Children of migrants, particularly boys, have difficulty finding their way between two cultures. Girls have less trouble finding employment and usually work in relatively low-skilled labour, primarily in the healthcare and service sectors. It should also be noted that some migrants have been able to guide and educate their children in such a way that they were able to complete university studies and enter the workforce. Senegalese children with French nationality generally do not plan to return permanently to Senegal, a country with which they have little attachment. However, periodic returns to Senegal drive young people to develop emotional relationships with their country of origin. Some choose to invest in Senegal, if only in a symbolic way. This second generation drives migration through marriage, as young Senegalese men and women living in France prefer to marry young people from Senegal.

In Senegal, remittances that pass through official channels were estimated at more than 500 billion CFA francs (around US\$1 billion)² in 2007. This represents between 15 percent and 65 percent of the income earned by the migrant, and from 30 percent to 80 percent of the income of Senegalese recipient households. It is difficult to get an accurate picture of cash flows associated with migration, but the proliferation of wire transfer operators (e.g., Western Union, Money Gram or Money Express) serves as an indicator of the increased flow of money. Several studies confirm that the estimates based on official remittance transfers significantly underestimate the magnitude of these capital flows, since a large part of remittances are sent through informal, varied and sometimes inventive channels.

In the villages studied, remittances from migrants in France are estimated to average around €240

(US\$344)³ per month for households headed by women, and about €210 (US\$284) per month for households headed by men. Much of the cash flow is used to cover basic needs such as food, ceremonies, health, and housing.

Eighty-two percent of migrants interviewed said they receive remittances on a monthly basis. They are usually received a few days after the migrants receive their monthly salary. The research shows that the 'private fax' is the primary means of money transfer, and is used by 31 percent of migrants, followed by formal systems of remitting such as Western Union or Money Gram, which are used by 25 percent of migrants. Seventeen percent of those sending remittances use the postal system, followed by 11 percent who send via family members that are travelling to the village.

Migrants, either individually or collectively, have invested in social projects such as mosques, morgues, the repatriation of the dead, health facilities, payment of medical personnel, and the construction of post offices or schools. To a lesser extent, remittances have also promoted the development of economic activities in agriculture. Some of these achievements have been financed by migrants' associations and supported by development partners. Because remittances generally do not cover an entire family's needs, households are also forced to find other sources of income. 69 percent of men and 35 percent of women who manage remittances supplement household income. Thus, women in remittance recipient households are more dependent on remittances than men. The role that remittances play in the local economy, apart from consumer spending, is negligible. Only 13 percent of those surveyed reported that their households received remittances to finance productive investment projects.

The River Valley has enormous economic potential, particularly in agriculture, livestock, real estate, and the service sector. However, local people usually cannot afford to invest in these areas. Most migrants choose to invest in projects outside

2. As of 4 March 2010, the exchange rate was US\$1=481.750 CFA francs .

3. As of 4 March 2010, the exchange rate was US\$1=0.734691 euros.

of town, and often invest in real estate in Dakar. The wives of migrants work in many areas, though their projects are less ambitious than men's. Women entrepreneurs tend to succeed in business management, though they often face difficulties accessing credit or land.

Senegalese migration policy aims to address many different issues, but few programmes initiated in relation to migration affect the region (Fouta). Also, due to the economic crisis, migration flows are not renewing, which will likely mean fewer remittances in the future. This will have important social consequences for the region, which relies heavily on remittances to sustain basic infrastructure, and points to the need to develop alternative mechanisms for the region's economic development.

Research shows the importance of agriculture and livestock to creating income-generating activities such as milk production, cereal processing, meat productions, and vegetable cultivation. Audiovisual and information technology-related service provision is a sector with high potential to develop in the region, as is vocational training in construction, particularly in trades such as masonry, electrical work and welding.

Remittances, despite their great volume, assure only the survival of the family. It is therefore necessary to find new ways to finance private initiatives for local development. Although family budgets are very low, additional resources (e.g., a system of credit with reasonable interest rates) could serve as a starting point for productive investment.

Retired migrants can be potential investors. Because of their monthly pensions of up to €1,000 (US\$1354) and/or the return on their property investments, they can be key actors in entrepreneurship programs developed in the valley. Women have assets that may add value to the establishment of productive activities: they have excellent organizational capacity, and through the courses offered by the various development projects in the valley, they have acquired expertise in different areas. Migrant associations have also been successful investors, particularly in building village infrastructure.

However, the transition from investments that are social and collective in nature to those that are private requires, among many other things, technical and organizational support and a great ability to persuade.

The implementation of a new approach to development based on expressed needs and proven local capabilities can be made possible through the organization of a political dialogue between all actors involved — including local populations, migrants, local authorities, members of the private sector, and development partners.

Migración, remesas y desarrollo local sensible al género

Resumen Ejecutivo

El caso de
Senegal

UN-INSTRAW y PNUD

2010

El Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (UN-INSTRAW) promueve la investigación aplicada sobre género y el empoderamiento de las mujeres, facilita la gestión de conocimientos y apoya el fortalecimiento de capacidades mediante el establecimiento de redes de contacto y alianzas con agencias de la ONU, gobiernos, el mundo académico y la sociedad civil.

El Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) es la red mundial de las Naciones Unidas en materia de desarrollo que promueve el cambio y conecta a los países con los conocimientos, la experiencia y los recursos necesarios para ayudar a los pueblos a forjar una vida mejor. Estamos presentes en 166 países, trabajando con los gobiernos y las personas para ayudarles a encontrar sus propias soluciones a los retos mundiales y nacionales del desarrollo. Mientras que fortalecen su capacidad local, los países aprovechan los conocimientos del personal del PNUD y de su amplio círculo de asociados para obtener resultados concretos.

Migración, remesas y desarrollo local sensible al género: El caso de Senegal

Investigadoras principales: Sylvia H. Guerrero y Carolyn Sobrichea, Universidad de Filipinas Center for Women's Studies Foundation, Inc.

Investigadora principal y autora del informe: Fatou Sarr

Equipo de investigación: Papa Demba Fall, Oumoul Kaïry Coulibaly-Tandian, Aminata Sow, Alpha Wade

Informe editado por: Elisabeth Robert y Célia Depommier (UN-INSTRAW)

Diseño: Sughey Abreu (UN-INSTRAW)

Diagramación: Juan Rodríguez Familia

Traducido del Francés por: Anna Kiff

UN-INSTRAW
César Nicolás Pensón 102-A
Santo Domingo,
República Dominicana
Tel: 1-809-685-2111
Fax: 1-809-685-2117
E-mail: info@un-instraw.org
Página web: www.un-instraw.org

UNDP
One United Nations Plaza
New York, NY 10017 USA
Tel: 212-906-5000
Fax: 212-906-5364
E-mail: publications.queries@undp.org
Página web: www.undp.org

PNUD Senegal
Immeuble Fayçal, 19 Rue Parchappe
154 Dakar, Senegal
Tel: 221-33-839-9050
Fax: 221-33-823-5500
Página web: www.pnud.org.sn

Las denominaciones utilizadas en la presentación del material de esta publicación no implican la expresión de ninguna opinión por parte de la Secretaría de las Naciones Unidas, de sus países miembros, del INSTRAW o del PNUD en relación con la condición legal de cualquier país, territorio, ciudad o zona, o de sus autoridades, o que tenga que ver con las delimitaciones de sus fronteras o límites.

Las opiniones expresadas son las de los autores y no reflejan necesariamente la opinión de las Naciones Unidas, de sus países miembros, del INSTRAW o del PNUD.

Prefacio

La feminización de la migración es un rasgo de la migración que se refiere no sólo al incremento moderado de mujeres que migran sino también a las formas en las que participan las mujeres en el proceso migratorio. En el pasado, la mayoría de las mujeres migrantes emigraban en su capacidad de dependientes de sus esposos y/o familias, mientras hoy una gran variedad de mujeres emigra de forma autónoma para trabajar y vivir en el extranjero como generadoras de ingresos. Actualmente, la energía enfocada en la feminización de la migración permite crear intervenciones que tomen en consideración la importancia de la igualdad de género dentro de los estudios sobre el tema. Otro aspecto de la migración que ha atraído la atención de la comunidad internacional es el de las remesas. El dinero que envían los migrantes en países de destino a sus familias y comunidades en su país de origen es un motivo importante para ir a trabajar en el extranjero. Aunque de forma individual, los migrantes envían cantidades relativamente reducidas de dinero, de forma colectiva las remesas enviadas por los millones de personas que viven y trabajan fuera de sus países de nacimiento acumulan un flujo financiero considerable. El impacto de las remesas sobre las economías nacionales y el mundo financiero ha despertado el interés de los gobiernos y organizaciones internacionales por su potencial para el desarrollo. Sin embargo, el potencial de las remesas para contribuir y mejorar el desarrollo humano y el desarrollo local aun debe ser estudiado. Emplear la perspectiva de género en el estudio de este fenómeno pone de relieve las experiencias distintas de migrantes en base al género, así como las contribuciones actuales y potenciales de las mujeres a los diálogos, políticas e implementación de programas para el desarrollo sostenible.

El Informe sobre Desarrollo Humano 2009 del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo Superando barreras: *Movilidad y desarrollo humanos* rompe esquemas al aplicar un enfoque de desarrollo humano al estudio de la migración. Aunque no sustituye otras iniciativas de desarrollo más amplias, la migración sí puede ser una estrategia fundamental para los hogares y familias que buscan diversificar y mejorar sus fuentes de ingresos. De hecho, las remesas son el único medio de subsistencia para millones de hogares pobres que les permite no sólo cubrir las necesidades básicas sino también empoderarse económicamente. Las remesas representan un aspecto importante del trabajo del PNUD en materia de desarrollo humano y reducción de pobreza, y sirven de apoyo a gobiernos que buscan una forma novedosa para alcanzar los Objetivos de Desarrollo del Milenio.

Desde el 2004 el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (UN-INSTRAW) investiga las dimensiones de género de la migración, las remesas y su potencial para el desarrollo. En esta línea de investigación, el Instituto emplea la perspectiva de género para analizar cómo factores que se refieren a la desigualdad de género en cuanto al acceso al trabajo remunerado y la división sexual del trabajo, inciden en la relación entre la migración y el desarrollo, en la cual las remesas son un componente clave para identificar y facilitar soluciones sostenibles. Esta serie de estudios, "Migración, remesas y desarrollo local sensible al género," examina el envío, transferencia, recepción y uso de las remesas, afirmando que el género sí influye en el movimiento y la experiencia de las y los migrantes y sus comunidades, tanto en origen como destino. El mapeo de actores claves y la información contextual sobre los patrones históricos

y actuales de migración y remesas en cada país, forman el trasfondo para el análisis de las remesas colectivas y sociales. Este proyecto enriquece el entendimiento del nexo migración-desarrollo a través de la perspectiva de género y el énfasis en el desarrollo humano.

Con la presente publicación, el PNUD y el UN-INSTRAW se comprometen a producir investigaciones aplicadas que promuevan políticas y prácticas relacionadas con la migración y el desarrollo que sean sensibles al género. Las recomendaciones generadas a raíz de las investigaciones de campo sirven para guiar los diálogos políticos a nivel nacional donde participen actores claves, como organizaciones de migrantes, agencias de gobierno, intermediarios financieros y ONGs. Los diálogos son una plataforma importante que puede convertir los resultados de la investigación en planes de acción para el co-desarrollo. A largo plazo, la inclusión del análisis de género en la formulación de estrategias eficaces y sostenibles de migración y desarrollo contribuirá también al alcance de los Objetivos de Desarrollo del Milenio.

El PNUD y el UN-INSTRAW presentan esta serie global sobre género, remesas y desarrollo para contribuir a la creación de mejores políticas y prácticas que incorporen las necesidades y aportes de las mujeres migrantes, sus hogares y comunidades en las agendas de desarrollo para crear un desarrollo local que sea sensible al género y por ende, sostenible.

Amaia Pérez
UN-INSTRAW
Oficial de Asuntos Sociales/Oficial a cargo

Winnie Byanyima
Directora del Equipo de Género
Equipo de género del PNUD

Resumen Ejecutivo

El complejo vínculo entre la globalización y el desarrollo ha convertido la migración contemporánea en un área prolífica de investigación. Se estima que la población migrante a nivel global sobrepasa los 200 millones de personas, hombres y mujeres que han dejado sus países de origen para trabajar en el exterior. Simultáneamente, existe una altísima movilidad interna, principalmente desde zonas rurales hacia áreas urbanas. En términos demográficos ha habido un cambio sustancial en los flujos migratorios hacia ciertos países, tanto en números totales como en su composición por sexo. Estudios sobre la feminización de las migraciones¹ han revelado el significativo papel y el impacto de las mujeres como agentes en los procesos migratorios. A pesar del rápido incremento en el volumen y la diversidad de conocimientos en torno al vínculo entre migración y desarrollo, la investigación y debate sobre las dimensiones de género en estos ámbitos, incluyendo en particular el papel de las mujeres dentro de los flujos migratorios, continúan siendo escasos.

En 2007, el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) y el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (UN-INSTRAW) iniciaron un proyecto conjunto con el objetivo de promover el desarrollo local sensible al género mediante la identificación y el fomento de opciones de uso de las remesas que permiten la creación de medios de vida sostenibles y la

construcción de capital social en comunidades pobres rurales o semi-urbanas. El proyecto ha sido implementado en seis países: Albania, República Dominicana, Lesotho, Marruecos, Filipinas y Senegal.

El objetivo estratégico del proyecto es generar investigaciones aplicadas que se utilicen para:

1. Incrementar el acceso a los recursos productivos de los hogares receptores de remesas encabezados por mujeres y fortalecer sus capacidades;
2. Proporcionar información de interés a los gobiernos locales y nacionales para la identificación y formulación de políticas que permitan optimizar el uso de las remesas;
3. Contribuir al fortalecimiento de las capacidades de los agentes clave en la integración del género en iniciativas que vinculen las remesas con los medios de vida sostenibles y la formación de capital social.

Este estudio busca reducir la brecha de conocimiento sobre la dimensión de género en el ámbito de la migración y las remesas a través de un análisis que interconecta la migración y el desarrollo desde una perspectiva de género. Ponemos particular atención al impacto de las remesas –monetarias, sociales y en especie – en la dimensión de género de los procesos de desarrollo en los países de origen y entre los hogares transnacionales diseminados entre países de origen y destino. Nuestra investigación examina

1. "Además del aumento neto de la proporción de mujeres dentro de las corrientes migratorias – sobre todo hacia los países altamente desarrollados del Norte- el término feminización denota un importante cambio cualitativo en la composición de estos flujos, a saber: el aumento sostenido en la proporción de mujeres que migran de forma independiente en búsqueda de empleo, en vez de hacerlo como 'dependientes familiares' que viajan con sus esposos o se reunifican con ellos en el exterior. En otras palabras, en las últimas dos décadas una gran cantidad de mujeres – que ahora migran de manera autónoma, asumiendo el rol de proveedoras económicas- se ha incorporado a flujos migratorios antes dominados por hombres" (Perez et al 2008:36).

estas dinámicas en el contexto de Senegal como origen y Francia como destino migratorio.

Este estudio se basa en una revisión de la literatura, un mapeo de los actores involucrados en el proceso migratorio y encuestas levantadas en Senegal y Francia desde una perspectiva tanto cuantitativa como cualitativa. El área elegida para la encuesta se extiende por dos distritos administrativos que antes formaban la unidad territorial de Saint-Louis y Matam. Las áreas de estudio en Francia pertenecen a la región Ile-de-France e incluyen los municipios de Mantes-la-Jolie, Étampes y Montreuil. La recolección de datos en Francia y Senegal se llevó a cabo entre mayo y agosto del 2008. Los datos cuantitativos fueron recolectados a través de un cuestionario que se aplicó en diez aldeas del valle del río Senegal con 401 miembros de hogares que tuvieran por lo menos un migrante en Francia y que recibieran remesas. La muestra consiste en 256 mujeres y 145 hombres. La recolección de datos cualitativos – que incluyó entrevistas, historias de vida y grupos focales – se llevó a cabo en Senegal entre el 20 y 25 de julio del 2008 y en Francia del 8 al 18 de agosto del mismo año.

La migración del valle del río Senegal comenzó con las Guerras Mundiales cuando los senegaleses migraron para apoyar a Francia, pero sólo se disparó en los años 70 debido a la sequía y la pobreza en las áreas rurales. Esta tendencia continuó en los años 80 cuando las políticas de ajuste estructural dejaron a mucha gente desempleada, y sigue afectando al país hoy día debido a la liberalización económica. La migración fue y sigue siendo mayormente masculina. Hasta hace poco, la sociedad senegalesa, y en particular la cultura haalpular, impedía el movimiento de mujeres solas, especialmente a destinos lejanos. Los/as migrantes internacionales del valle generalmente cuentan con poca o ninguna educación: el 85% de las migrantes y el 77% de los migrantes entrevistados nunca habían ido a la escuela. La migración está orientada hacia la búsqueda de empleo, y los primeros migrantes eran trabajadores asalariados, principalmente en la industria automotriz. Aunque la población migrante del valle está constituida, en su mayoría, por trabajadores asalariados, algunas personas

han emprendido su propio negocio. Algunas mujeres trabajan en la preparación de comida rápida, peluquería o venta de bijoutería.

La migración ha producido cambios significativos tanto en el país de origen como en el de destino. En las comunidades de origen, la migración sin duda ha contribuido a la mejora de las condiciones de vida. El estudio revela que debido a la migración, estas áreas son relativamente bien equipadas en cuanto al acceso de servicios básicos: el 90% de los hogares tienen teléfono, el 96% acceso a agua potable y el 86% tiene electricidad. Sin embargo, aún falta la infraestructura necesaria para reducir la carga de trabajo de las mujeres en el cuidado de niños/as y enfermos/as.

A nivel social, las relaciones entre hombres y mujeres han cambiado debido a la migración. Las leyes sociales en el país de destino, incluso las que tratan de la poligamia, han tenido diferentes impactos sobre los hombres y las mujeres. Para los hombres, la migración no ha cambiado el concepto de matrimonio y la prohibición de la poligamia en Francia no impide que se casen con una segunda o tercer mujer en Senegal. No obstante, el estudio encontró que la migración sí ha ayudado a que las senegalesas en Francia puedan renegociar las relaciones de género, por lo menos dentro de sus hogares. Gracias a las oportunidades que brinda el país de destino para acceder a los derechos, algunas mujeres se han independizado y han podido retar las jerarquías sociales entre hombres y mujeres. Están luchando por renegociar el orden social establecido. En el país de origen, la migración ciertamente ha mejorado sus condiciones de vida, ya sea a través de las remesas o el matrimonio con un hombre “rico”, un estatus nuevo y, a veces, envidiable de la migración. Sin embargo, la migración ha generado pocos cambios en términos de las relaciones de género.

Las relaciones entre niños/as y entre padres/madres e hijos/as están tomando nuevas formas. El derecho a la reagrupación familiar alteró el estilo de vida de los migrantes que vivían en recintos para obreros. Una vez reunidos con sus hijos e hijas, se enfrentaban al reto de tener que educarlos. A los hijos de migrantes, especialmente los varones, les resulta complicado tener que

navegar entre dos culturas. A las niñas no les cuesta tanto encontrar empleo, normalmente en sectores de trabajo poco cualificado, especialmente en los de salud y de servicios. También debe señalarse que algunos migrantes han logrado guiar y educar a sus hijos e hijas de tal manera que hayan alcanzado completar los estudios universitarios e insertarse en la fuerza laboral. Los hijos de origen senegalés que tienen nacionalidad francesa generalmente no piensan regresar de forma permanente a Senegal, un país con el que tienen poca relación. Sin embargo, sus visitas periódicas a Senegal sí contribuyen a que desarrollen cierto apego emocional con su país de origen. Algunos eligen invertir en Senegal, aunque sea de forma simbólica. Esta segunda generación provoca más migración a causa del matrimonio, ya que las y los jóvenes senegaleses en Francia prefieren casarse con otras/os jóvenes de Senegal.

En Senegal, las remesas enviadas por canales oficiales se estimaban en más de 500 billones de francos CFA en el 2007. Éstas representan entre el 15% y el 65% de los ingresos generados por el/la migrante, y entre el 30% y el 80% de ingresos de los hogares receptores en Senegal. Es difícil obtener una idea exacta sobre los flujos monetarios asociados a la migración, aunque la proliferación de empresas remesadoras como Western Union, Money Gram o Money Express sirve como un buen indicador del flujo elevado de dinero. Varios estudios confirman que las cifras estimadas que están basadas en las transferencias por canales formales subestiman significativamente la magnitud de estos flujos de capital, dado que una gran parte de las remesas se envía a través de canales informales, variados y a veces ingeniosos.

En las aldeas estudiadas, el promedio estimado de las remesas enviadas por migrantes en Francia asciende a €240 por mes en los hogares encabezados por mujeres y a aproximadamente €210 por mes en los que están encabezados por hombres. La mayoría de este dinero se destina a las necesidades básicas tales como la comida, ceremonias, salud y

alojamiento. El 82% de las personas entrevistadas reportaron que reciben las remesas de forma mensual, normalmente un par de días después de que las/os migrantes reciban su pago mensual. La investigación revela que el "fax privado" es el medio principal de envío, utilizado por el 31% de las/os remitentes, seguido por los sistemas formales de transferencia como Western Union o Money Gram, usados por el 25% de migrantes. El 17% de las/os remitentes usan el sistema de correo, seguido por el 11% que envían dinero con sus familiares que viajan a la aldea.

La población migrante, de forma individual y/o colectiva, ha invertido en proyectos sociales tales como mezquitas, morgues, la repatriación de cadáveres, centros de salud, salarios para personal médico y la construcción de correos o escuelas. En menor grado, las remesas también han contribuido al desarrollo de actividades económicas en la agricultura y horticultura. Algunos de estos logros han sido financiados por las asociaciones de migrantes y apoyados por organizaciones contrapartes de desarrollo. Debido a que las remesas no suelen alcanzar para cubrir todas las necesidades familiares, los hogares se ven forzados a buscar otras fuentes de ingresos. El 69% de los hombres y el 35% de las mujeres que administran las remesas complementan las remesas con sus propios ingresos. Por consiguiente, las mujeres en los hogares receptores dependen más de las remesas que los hombres. El papel que juegan las remesas en la economía local, aparte de los



En el Fouta, las mujeres buscan actividades para generar ingresos: comercializan carbón o legumbres que ellas han cultivado.

gastos de consumo, es insignificante. Sólo el 13% de las personas entrevistadas reportaron que sus hogares recibían remesas para invertir en proyectos productivos.

El valle del río cuenta con un potencial enorme, especialmente en la agricultura, cría de animales, bienes raíces y el sector de servicios. Sin embargo, a la gente local normalmente no le alcanza para poder invertir en estos sectores. La mayoría de las/os migrantes escogen invertir en proyectos fuera de sus lugares de origen, comúnmente en bienes raíces en Dakar. Las esposas de migrantes trabajan en varios sectores, aunque sus proyectos son menos ambiciosos que los de los hombres. Las mujeres emprendedoras suelen tener éxito en el manejo de negocios, aunque se enfrentan a unas dificultades en cuanto al acceso al crédito y a la tierra.

La política migratoria senegalesa pretende abarcar todos los componentes del fenómeno migratorio, pero contiene pocos programas relacionados con la migración que afecten la región del Fouta. Sin embargo, debido a la crisis económica, los flujos migratorios ya no se están renovando, lo cual nos indica que probablemente en el futuro haya una tendencia a la reducción de las remesas. Esto tendrá importantes consecuencias sociales para la región, ya que ésta depende altamente de las remesas para mantener su infraestructura básica. También señala que es necesario desarrollar mecanismos alternativos para el desarrollo económico de la misma.

La literatura indica que es importante apoyar la agricultura y la cría de animales para facilitar las actividades de generación de ingresos, como la producción láctea, transformación de cereales, el engorde de ganado y la horticultura. La oferta de servicios informáticos y audiovisuales es otro sector con alto potencial para la región, así como la formación técnica en construcción, y particularmente en los oficios de albañil, electricista, soldadura, etc.

A pesar de su gran volumen, las remesas apenas aseguran la subsistencia de las familias. Por lo tanto es necesario identificar nuevas fuentes de financiamiento para las iniciativas privadas

de desarrollo local. Un punto de partida para la inversión productiva podría ser el acceso a recursos adicionales como créditos con tasas de interés razonables, sumado al presupuesto familiar ya existente, por muy reducido que sea.

Los migrantes jubilados podrían ser inversionistas potenciales. Por sus pensiones mensuales que pueden llegar a €1,000 y/o las rentas inmobiliarias que reciben, podrían convertirse en actores claves en cualquier programa de emprendimiento que se llevara a cabo en el valle. En cuanto a las mujeres, ellas disponen de ventajas considerables que pueden agregar valor a la hora de emprender las iniciativas productivas. Tienen una excelente capacidad organizativa así como conocimientos adquiridos a través de las capacitaciones brindadas por varios proyectos de desarrollo en el valle. Las asociaciones de migrantes también han tenido cierto éxito, especialmente en la construcción de infraestructura en las aldeas. No obstante, pasar de la inversión social y colectiva a la inversión privada requiere, entre otras cosas, una gran capacidad de persuasión así como de apoyo técnico y organizacional.

La implementación de un nuevo abordaje al desarrollo que se basa en las necesidades expresadas y capacidades locales puede iniciarse a través de la organización de un diálogo político entre todas las partes involucradas – particularmente las poblaciones locales, las y los migrantes, las autoridades locales, el sector privado y las organizaciones para el desarrollo.

